



Union pour la Méditerranée: Un « ORNI », objet remuant non identifié ?

Par [René Naba](#)

Mondialisation.ca, 07 juillet 2008

[Le blog de René Naba](#) 7 juillet 2008

Région : [L'Europe](#), [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Économie](#), [Politique et religion](#)



Paris, 10 juillet 2008 – Nicolas Sarkozy a pris le 1er juillet 2008 la présidence de l'Union Européenne avec pour objectif avoué de mettre sur pied ce qu'il considère être un projet novateur -l'Union euro-méditerranéenne- en vue de bouleverser radicalement les rapports houleux entre les deux rives de la Méditerranée dont l'entrechoc culturel a longtemps constitué la trame de l'histoire de l'Humanité.

Mais ce projet phare de la diplomatie sarkozienne butte toutefois d'emblée sur un malentendu fondamental au point de constituer un empêchement dirimant dressé, paradoxalement, par le propre concepteur du projet dans son discours de Tunis, l'équivalent pour le Monde arabe de son discours de Dakar sur le monde africain (juillet 2007), fondant le partenariat transméditerranéen sur une division raciale du travail sous l'effet de la conjonction de la «main d'œuvre» arabe et de «l'intelligence» française.

I- Le discours de Nicolas Sarkozy à Tunis: un partenariat fondé sur une vision raciale de la division du travail sur la base des stéréotypes coloniaux de la France

Nicolas Sarkozy l'avoue sans ambages avec une clarté qui ne laisse place à la moindre ambiguïté: «Vous avez une main d'œuvre qui ne demande qu'à être formée, nous avons beaucoup d'intelligence et beaucoup de formation. (...) Ensemble, avec votre main d'œuvre, avec nos écoles, nos universités, avec ce que nous échangerons, nous pouvons créer un modèle qui triomphera dans le monde entier », a soutenu le 29 avril à Tunis le président français devant un parterre de cinq cents patrons français et tunisiens, assurant toutefois que la France veut travailler «pas comme une puissance post-coloniale, mais comme une puissance qui partage avec vous une communauté de valeurs, à égalité ?

Cette précision aurait été bienvenue si elle ne fondait l'égalité sur un partage des rôles consacrant un rapport de subordination entre «l'Intelligence» de l'un et «la main d'œuvre» de l'autre. Un tel schéma augure mal de la viabilité de ce projet ambitieux car il signe la permanence d'une posture raciste des rapports entre la France et ses anciennes possessions, une xénophobie institutionnelle formulée par le premier magistrat de France, soixante ans après la décolonisation.

La conjugaison de la main d'œuvre arabe et de l'intelligence française constitue une variation sur le thème récurrent de la pensée subliminale française, la traduction du rêve

extatique d'une fraction de la population française depuis plusieurs générations qui se résume par cette formule lapidaire mais hautement expressive: «faire suer le burnous». Une rengaine orchestrant une mauvaise réédition d'une mauvaise émission de télévision « la tête et les jambes », le mauvais remake d'un mauvais film qui a ponctué tout le long du XX me siècle l'imaginaire français de la «chair à canons», au «bougnole», au « sauvageon», à la «racaille» au «karcher» à la toute dernière saillie sarkozienne de Tunis.

Elle renvoie aux pires stéréotypes coloniaux quand bien même la transmission du savoir gréco-romain aux Européens se soit effectuée par l'entremise des Arabes, quand bien même la langue française soit métissée de l'apport du lexique scientifique arabe -de Logarithme, à Algèbre, à Chimie, à Alcool, à Divan - quand bien même les Arabes de même que les Africains aient massivement volé au secours de la France, deux fois en un même siècle, fait rarissime ans l'histoire, pour pallier les défaillances du commandement politico-militaire français, c'est à dire la quintessence du génie français (1).

Au-delà de la décolonisation et des protestations verbales d'amitié, la France demeure intangible sur ce point là qui considère l'indigénat comme un statut permanent, un élément consubstantiel de la condition de vie des peuples ultramarins. L'autochtone d'au delà des mers est un indigène qui conserve ce statut à vie, que cela soit chez lui ou à l'extérieur de son pays natal, du moins dans l'optique française.

Il naît indigène dans son pays de naissance que ce pays soit sous domination ou indépendant et demeure indigène dans son pays d'accueil quelque soit son degré d'intégration ou son niveau social. Par une perversion de l'esprit qui puise son origine dans une psychorigidité nourrie d'une nostalgie de grandeur, l'immigré en France, -par transposition du schéma colonial à l'espace métropolitain, et, au delà à l'espace occidental-, est en effet perçu comme un indigène, ce qui fait paradoxalement de l'immigré, l'indigène de celui qui est étymologiquement l'indigène, une main-d'oeuvre relevant de la domesticité de convenance, dont l'expatriation assure sa subsistance et l'oblige par voie de conséquence, là aussi, à un devoir de gratitude envers le pays hôte.

Où qu'il soit, quoiqu'il fasse, quoiqu'il advienne, il est tenu à un devoir de gratitude à l'égard de ses anciens colonisateurs, ses nouveaux partenaires du projet euro-méditerranéen détenteurs du savoir, porteurs de progrès et de civilisation.

Le point culminant de ce travestissement a été atteint lors du choc pétrolier de 1973 consécutif au boycottage décrété par les pays arabes à l'encontre des Etats occidentaux soutenant Israël. Bien qu'officiellement épargnée par le boycottage pétrolier anti-occidental, bien qu'elle soit le principal bénéficiaire du boom pétrolier, le principal bénéficiaire des contrats pétro monarchiques, le partenaire privilégié du Monde arabe, la France donnera néanmoins libre cours à sa xénophobie.

Tout le monde garde présent à l'esprit les traits d'humour d'une époque où les Français exultaient de compenser leur absence de ressources naturelles par une prétendue supériorité intellectuelle, affichant leur fierté de ne « pas avoir de pétrole mais des idées », formule qui peut se décrypter de la façon suivante: « pas d'essence, mais la quintessence de l'esprit ». Un humour qui sous-tendait une arabophobie ambiante dans une période où les arabo-musulmans étaient -déjà - cloués au pilori pour avoir osé frigorifier les Français avec leur crise de l'énergie, alors que le renchérissement du coût du pétrole, vécu comme un crime de lèse-majesté, ressortait d'un problème de rajustement des prix du brut, longtemps outrageusement favorables aux économies occidentales.

Un trait d'humour d'une ironie amère résume mieux que tout l'état d'esprit dominant des Français, immortalisé par l'humoriste Coluche vilipendant, par antiphrase, « l'Arabe qui mange le pain du Portugais qui mange le pain du Français ». Les raisons de ce travestissement sont multiples de sorte que l'étranger est doublement étranger, voire étrange même. D'extraction modeste, affecté à des tâches subalternes et pénibles de surcroît non valorisantes, l'immigré, parqué en marge des villes, est par définition et par destination un être en marge de la société, un élément marginal et non une composante de la société française. Il n'a de ce fait ni droit de cité, ni droit de regard, ni a fortiori droit de parole.

Soustrait à la vue du public, hors des usines, il ne dispose pas d'une existence propre. Il en est de même des pays à la périphérie de l'Europe. Si dans le subconscient français, les immigrés sont «les indigènes de la République», les pays extra européens du pourtour méditerranéen sont, par extension et par destination, «les indigènes de l'Europe». Telle est du moins la déduction que l'on peut faire du discours de Nicolas Sarkozy à Tunis au point que se pose la question de savoir si l'Union pour la Méditerranéenne qui devrait regrouper treize pays arabes ou musulmans -(Algérie, Maroc, Tunisie, Libye, Egypte, Palestine, Liban, Syrie, Jordanie, Turquie, Albanie, Kosovo et Bosnie)- et son corollaire le pacte de migratoire de Brice Hortefeux ne seraient pas en fin de compte une «Union en trompe l'œil pour contenir la majorité musulmane du voisinage européen».

II- Les objectifs sous jacents de l'Union Pour la Méditerranée: Union pour la Méditerranée ou « Union en trompe l'œil pour la majorité musulmane» du voisinage européen ?

Annoncée dès le premier discours suivant son élection à la présidence, le 7 Mai 2007, la mise en route de ce projet apparaît désormais comme un impératif pour Nicolas Sarkozy dans le souci de gommer le parcours cahoteux et chaotique de la première année de sa mandature présidentielle, résultant de la vertigineuse dégringolade de sa popularité du fait de son style de gouvernement, de l'exacerbation de son conflit latent avec le monde syndical, l'Armée et l'Audiovisuel public et des rebuffades successives essuyées sur le plan européen du fait de l'Irlande et de la Pologne.

Au delà des belles paroles vantant les mérites de cette coopération en gestation, au delà des péripéties qui ont émaillé sa mise en oeuvre notamment la ferme opposition d'Angela Merkel, Chancelier d'Allemagne, de financer un leadership français en Méditerranée par le biais d'une plateforme para européenne et sa mise sous tutelle par les instances communautaires européennes, au-delà de ses difficultés à l'effet de réduire considérablement sa marge de manoeuvre, «l'Union Pour la Méditerranée» se veut un projet grandiose dont le terme ultime est de faire de la Méditerranée, un des pivots du XXI me siècle. Il répondrait à trois objectifs sous jacents en conformité avec la stratégie néo-conservatrice américaine.

1er objectif: Arrimer la Turquie à l'Europe sans pour autant l'inclure dans l'Union européenne. Un lot de consolation par un ancrage au rabais pour l'ancienne sentinelle avancée de l'OTAN sur son flanc méridional du temps de la guerre froide soviéto-américaine.

L'idée sous-tendant ce projet est de réduire a minima la présence musulmane dans l'ensemble européen comme en témoigne l'offre concomitante faite à la Serbie d'intégrer, elle, l'Union européenne, en compensation de la perte du Kosovo, c'est-à-dire la portion musulmane de son ancien territoire. Nicolas Sarkozy, de même que son lointain

prédécesseur Valéry Giscard d'Estaing ou le premier ministre italien Silvio Berlusconi, redoute en effet que l'adhésion de la Turquie, important pays musulman de 80 millions d'habitants, n'altère le caractère chrétien et occidental de l'Union Européenne.

Avec 12 millions de personnes, dont cinq millions en France, selon les chiffres de 2002, la communauté arabo-musulmane d'Europe occidentale constitue le socle principal de la population immigrée malgré son hétérogénéité linguistique et ethnique. Son importance numérique et son implantation européenne au sein des principaux pays industriels lui confèrent une valeur stratégique faisant d'elle le champ privilégié de la lutte d'influence que se livrent les divers courants du monde islamique et partant le baromètre des convulsions politiques du monde musulman (2).

En s'y greffant, l'admission de la Turquie, de l'Albanie et du Kosovo, au sein de l'Union européenne porterait le nombre des musulmans à près de 100 millions de personnes, représentant 5 pour cent de la population de l'ensemble européen, ce qui pourrait porter atteinte, selon les tenants de la droite radicale européenne, à son homogénéité démographique, à la blancheur immaculée de sa population et aux «racines chrétiennes de l'Europe». Au point que l'UMP, le parti sarkoziste en France, a caressé le projet d'instituer une clause de sauvegarde, soumettant à référendum l'adhésion de tout nouveau pays dont la population excède cinq (5) pour cent de l'ensemble démographique européen, avant d'y renoncer faute de son consensus (3).

2eme objectif: Fondre dans un même espace de coopération Arabes et Israéliens, ce qui suppose au préalable le règlement du conflit israélo-arabe particulièrement son volet palestinien, c'est à dire la question de Jérusalem et l'édification d'un état palestinien viable, et, dernier et non le moindre des problèmes, le rapport avec la Syrie.

Il n'est pas indifférent de noter à ce propos que le président américain George Bush s'impatientait du retard pris par le Kosovo pour accéder à son indépendance jugeant long le délai de dix ans mis par cette ancienne province serbe pour accéder la souveraineté internationale, alors que la revendication d'un état palestinien traîne en pré conditions depuis une soixantaine d'années et que les Etats-Unis avaient même menacé d'user de la force contre Yasser Arafat si le chef du mouvement de libération national palestinien procédait à une déclaration unilatérale d'indépendance de la Palestine.

Relevons au passage qu'Israël et le Kosovo sont les deux seuls états au monde à avoir accédé à la souveraineté internationale par une déclaration unilatérale d'indépendance et constatons aussi que ce procédé commode favorise généralement l'émergence d'Etats conformes aux objectifs de la stratégie occidentale.

D'une manière incidente, la conjonction au sein d'un forum méditerranéen de la Turquie et d'Israël, les deux principaux leviers de la stratégie américaine au Moyen-orient, tendrait de surcroît à diluer l'ensemble arabe dans une structure protéiforme à l'effet de réduire son homogénéité et à le placer dans une situation de minorité face à ses autres partenaires.

D'une manière subséquente, elle tendrait aussi à substituer l'Iran à Israël comme le nouvel ennemi héréditaire des Arabes, exonérant les Occidentaux de leur propre responsabilité dans la tragédie palestinienne, en banalisant la présence israélienne dans la zone au détriment du voisin millénaire des Arabes, l'Iran, dont le potentiel nucléaire est postérieur de soixante ans à la menace nucléaire israélienne et à la dépossession palestinienne.

Signe d'un désarroi certain dans le camp arabe pro-américain, l'Arabie saoudite, le plus prosélyte des Etats musulmans, qui aura mené sous la houlette américaine un furieux combat contre l'athéisme marxiste tant en Asie (Afghanistan), qu'en Amérique latine (Nicaragua), à des milliers de km du champ de bataille de la Palestine, paraît comme tétanisé par la naissance d'un nouvel état musulman au sein du continent européen: le Kosovo.

Plutôt que de rappeler à leurs obligations leurs alliés américains en ordonnant la proclamation de l'indépendance de la Palestine, requête qui serait somme toute légitime de la part d'un pays auteur d'un double plan de paix pour la solution du conflit israélo-arabe, loin de se réjouir de cette percée musulmane, la dynastie Wahhabite en redoute les effets centrifuges sur le Royaume notamment de la part de son ancien bras armé, Oussama Ben Laden, qui revendique face «aux impies wahhabites» la constitution d'une «République islamique du Hedjaz» sur le territoire englobant les Lieux Saints de l'Islam -La Mecque et Médine- autour de la métropole portuaire de Djeddah. Des effets centrifuges aussi en Irak (Kurdistan), au Maroc (République arabe Sahraouie et Démocratique). Des effets centrifuges sur l'intégrité et la stabilité des alliés de l'Amérique. Juste retour des choses en somme.

3eme objectif: Arrimer enfin le Maghreb au marché européen, au détriment du marché commun arabe en voie de gestation, pour en faire, avec le secret espoir d'assécher le flux migratoire, une zone de délocalisation des entreprises européennes et de sous-traitance de produits bas de gamme par la conjugaison de la «main d'œuvre arabe», par définition bon marché, et de l'intelligence française», forcément à haute valeur ajoutée. Au vu de ces considérations, l'Union pour la Méditerranée apparaît comme un dérivatif destiné à consolider l'ancien marché captif de l'Europe au moment où la Chine, -désormais deuxième investisseur en Afrique devant la France avec des placements de l'ordre de 50 milliards de dollars-, fait une percée remarquée sur le flanc méridional du continent européen.

III- La gageure de Nicolas Sarkozy: Dépolluer la mer sans brasser de l'air

Les déboires des deux meilleurs allés diplomatiques de Nicolas Sarkozy, le premier ministre israélien Ehud Olmert et le président américain George Bush, se superposant au désaveu de l'Irlande au projet de traité européen de Lisbonne il a été l'un des grands artisans, ont fait l'effet d'un coup de massue à l'effet d'obérer la présidence française de l'Union européenne.

Afin de conjurer le sort devant ce qui apparaissait comme la chronique d'un échec annoncé de sa mandature européenne, le président français a déployé une énergie du désespoir pour vaincre les réticences de deux piliers de la diplomatie contestataire arabe, la Syrie et l'Algérie, en vue d'obtenir leur accord à leur participation à un projet qui apparaît pour les riverains du flanc méridional de la Méditerranée, sceptiques, comme un «ORNI», objet remuant non identifié, au point que le président syrien Bachar el Assad, si vilipendé par ailleurs mais dont la présence au sommet euro-méditerranéen de Paris est désormais si ardemment souhaitée, de même que le président algérien Abdelaziz Bouteflika, apparaissent, paradoxalement et contre toute attente, comme les sauveurs suprêmes de la diplomatie sarkozienne en plein naufrage.

Nicolas Sarkozy, qui pratiquait volontiers les coups de menton médiatiques lors de sa visite officielle en Algérie en décembre 2007, a paru convaincu par les vertus du réalisme politique. La France s'est engagée à fournir à l'Algérie une centrale atomique, vers 2020, et une aide technique à la création d'un institut de génie nucléaire, en vue de former des cadres dans le domaine du développement du nucléaire et de la recherche, de l'exploration

et de l'exploitation des gisements de l'uranium du sud du pays. Le deuxième volet de l'accord franco-algérien porte sur la coopération industrielle dans le domaine de l'armement, notamment la fourniture de quatre frégates multi missions Fremm, assemblées par le groupe de défense naval DCNS, dont deux construites en Algérie, ainsi que des hélicoptères Eurocopter. A tous égards, le discours de Tunis, comme auparavant celui de Dakar, en juillet 2007, marque le retour du refoulé dans le subconscient français.

L'effet le plus immédiat, et sans doute le plus visiblement durable, du partenariat transméditerranéen sera de concéder des sinécures à des affidés, de développer une nouvelle technostructure, de dégraisser en somme le Mammouth français pour nourrir le Mammouth euro-méditerranéen. Tout cela pour cela ?

Au plus haut sommet de l'Etat, l'esbroufe ne saurait tenir lieu de politique. Foin de ses fanfaronnades, la Présidence française de l'Union européenne devrait se pénétrer des réalités historiques qui ont présidé aux destinées du Mare Nostrum, cette mer commune à des riverains dont la complémentarité n'a d'égale que leur antagonisme, dont les pulsions contradictoires ont structuré l'imaginaire collectif d'un ensemble humain de près de cinq cent millions de personnes et qui rendent patente la fracture du monde méditerranéen, une zone qui constitue de surcroît le point de convergence des lignes de fracture de la modernité et partant l'un des principaux points de compétition du XXI^e me siècle: La mer médiane commande le juste milieu et ne s'encombre ni de balivernes ni de ses variantes diplomatiques modernes, notamment l'ambiguïté faussement constructive, qui relève d'un paternalisme post-colonial.

Un sommet euro-méditerranéen regroupant une quarantaine de dirigeants est prévu à Paris le 13 juillet à l'occasion de la prise de fonction de Nicolas Sarkozy et pas moins d'une trentaine de manifestations devraient être organisées en France lors de la présidence semestrielle française. Que l'on ne s'y trompe pas, la présidence sarkozienne de l'Union européenne tiendra en cette gageure: faire aboutir son objectif déclaré en bridant ses penchants naturels, autrement dit, dépolluer la Méditerranée sans brasser de l'air (4). Il en va de la crédibilité de la France et de la fiabilité de son président

Références

1- Cf «Du racisme français, quatre siècles de négrophobie» de Odile Tobner-Biyili Editions les Arènes (Novembre 2007)

2- Cf à ce propos René Naba «Du bougnoule au sauvageon, voyage dans l'imaginaire français» - Editions l'Harmattan (2002).

Le décompte en données brutes, selon les chiffres disponibles en 2002, est le suivant: l'agglomération parisienne concentre à elle seule le tiers de la population immigrée de France, 37 pour cent exactement, tous horizons confondus (Africains, Maghrébins, Asiatiques, et Antillais, alors que 2,6 pour cent de la population d'Europe occidentale est d'origine musulmane, concentrée principalement dans les agglomérations urbaines. Dix pour cent de la population de Berlin, de Bruxelles et de Bradford est d'origine musulmane, alors que Cologne et Birmingham comptent entre 5 et 10 pour cent de personnes d'origine musulmane et que sont recensées plus de quatre mille mosquées au sein de l'ensemble européen, soit en vingt ans une multiplication par 40 du nombre des lieux de culte. La France se situe en première position avec près de 1 500 mosquées, suivie de l'Allemagne, en 2^eme position avec 800 mosquées, et du Royaume-Uni (3^eme position-500 mosquées).

Les Pays-Bas se retrouvent en 4ème position (230 mosquées), la Belgique en 5ème position (220) et la Suède en 6ème position avec 150 mosquées. L'Italie (7ème) et l'Espagne (8ème) comptent respectivement 60 et 50 mosquées.

3-Faute d'accord sur une formulation de compromis pour la ratification des futures adhésions à l'Union européenne, la commission des lois de l'Assemblée nationale a décidé, mercredi 2 juillet, de laisser en l'état le texte de la Constitution, modifié en 2005 à la demande de Jacques Chirac. Le texte impose un référendum automatique pour la ratification de toute nouvelle adhésion. Le projet de réforme sur les institutions du gouvernement laissait au président de la République la possibilité d'opter pour la voie parlementaire ou la voie référendaire, alignant ainsi la règle en matière d'élargissement sur celle des révisions constitutionnelles. Les opposants à l'entrée de la Turquie avaient obtenu en première lecture à l'Assemblée l'adoption d'une clause spécifique pour les pays dont la population dépasserait 5 % de celle de l'Union européenne, rejetée au Sénat. Aucune autre formule n'a fait consensus.

4-Les cinq projets phares de l'Union pour la Méditerranée (UPM) sont respectivement: la construction d'une autoroute du Maghreb (de la Mauritanie à la Libye- objectif 2012), la dépollution de la Méditerranée (objectif 2020), le développement de l'énergie solaire et la coopération en matière de protection civile contre les catastrophes naturelles, ainsi que la création d'une zone de libre échange à l'horizon de l'an 2010).



René Naba : Ancien responsable du monde arabo-musulman au service diplomatique de l'Agence France Presse, ancien conseiller du Directeur Général de RMC/Moyen orient, chargé de l'information, est l'auteur notamment des ouvrages suivants : —« Liban: chroniques d'un pays en sursis » (Éditions du Cygne); « Aux origines de la tragédie arabe »- Editions Bachari 2006.; « Du bougnoule au sauvageon, voyage dans l'imaginaire français »- Harmattan 2002. « Rafic Hariri, un homme d'affaires, premier ministre » (Harmattan 2000); « Guerre des ondes, guerre de religion, la bataille hertzienne dans le ciel méditerranéen » (Harmattan 1998).

La source originale de cet article est [Le blog de René Naba](#)
Copyright © [René Naba](#), [Le blog de René Naba](#), 2008

Articles Par : [René Naba](#)

A propos :

Journaliste-écrivain, ancien responsable du Monde arabo musulman au service diplomatique de l'AFP, puis conseiller du directeur général de RMC Moyen-Orient, responsable de l'information, membre du groupe consultatif de l'Institut Scandinave des Droits de l'Homme et de l'Association d'amitié euro-arabe.

Auteur de "L'Arabie saoudite, un royaume des ténèbres" (Golias), "Du Bounoule au sauvageon, voyage dans l'imaginaire français" (Harmattan), "Hariri, de père en fils, hommes d'affaires, premiers ministres (Harmattan), "Les révolutions arabes et la malédiction de Camp David" (Bachari), "Média et Démocratie, la captation de l'imaginaire un enjeu du XXI^{me} siècle (Golias). Depuis 2013, il est membre du groupe consultatif de l'Institut Scandinave des Droits de l'Homme (SIHR), dont le siège est à Genève et de l'Association d'amitié euro-arabe. Depuis 2014, il est consultant à l'Institut International pour la Paix, la Justice et les Droits de l'Homme (IIPJDH) dont le siège est à Genève. Depuis le 1^{er} septembre 2014, il est Directeur du site Madaniya.

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca